

Suppressions de postes en lycée pro Gel des salaires - Jours de carence C'est NON !

2025 = suppressions de postes

Le gouvernement prévoit de supprimer 4 000 postes dans le 1^{er} et le 2^d degré en 2025. Les lycées pros public ont accueilli 14 500 élèves supplémentaires à la dernière rentrée et 4 000 de plus sont attendus en 2025. Pourtant le gouvernement envisage d'y supprimer 220 postes. L'argument de la baisse du nombre d'élèves ne tient pas. Avec sa politique d'austérité, le gouvernement veut affaiblir les lycées pros.

Les exigences du SNUEP-FSU :

- créer des postes et diminuer les effectifs en classe : 24 max en bac pro (12 groupe) et 12 en CAP (6)
- renforcer les équipes pluriprofessionnelles et les vies scolaires : DDF et ATDDF dans tous les LP, un-e CPE pour 250 élèves, infirmières scolaires, AED, AESH...

depuis 2017 en lycée pro...

+ 6 081 élèves
- 1 188 PLP

1 ou 3 jours de carence
C'est NON !

90 % au lieu de 100 %
C'est NON !

Mépris pour les fonctionnaires

Le gouvernement veut infliger 3 jours de carences (= perte de salaire de 10 %) aux fonctionnaires et supprimer le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois d'arrêt maladie pour passer à un taux de 90 %. Non, les fonctionnaires ne sont pas « absentéistes » et n'abusent pas du système. Les agent-es font tenir les services publics. Les enseignant-es ne sont pas plus absent-es pour raison de santé que les salarié-es du privé. Ces mesures pénaliseront davantage les femmes et les personnels aux conditions de travail difficiles.

Le SNUEP-FSU revendique l'abrogation du jour de carence.

Attaque sur les salaires

Gel du point d'indice, suppression de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), jours de carences, indemnités maladie en baisse... le gouvernement mène une véritable attaque contre le pouvoir d'achat des agent-es de la Fonction publique. Seul l'enveloppe du Pacte augmente. Or le Pacte LP n'est pas une revalorisation : c'est travailler plus pour transformer le lycée pro.

Les exigences du SNUEP-FSU : + 420 € pour toutes et tous, le rattrapage des pertes accumulées depuis plus de 20 ans, l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation, le maintien de la GIPA, l'abandon du Pacte LP et son transfert sur des mesures salariales sans contreparties.

PLP en milieu de carrière
- 650 € net / mois
depuis 2002

Ensemble, préparons la riposte !

**Agissons
UN AUTRE LYCÉE PRO
luttons EST POSSIBLE**

adhérons
adhérons
adhérons
adhérons

